

Mettons l'humain par-dessus tout.

La crise planétaire que nous traversons est exceptionnelle. Elle entraîne et entrainera des drames et des difficultés énormes.

L'heure est à se serrer les coudes. A respecter les consignes de sécurité sanitaires en pensant autant aux autres qu'à soi. Elle est à la solidarité et au soutien vis-à-vis de toutes celles et de tous ceux qui poursuivent leurs activités professionnelles pour soigner, pour éduquer, pour nourrir et plus largement pour que la vie continue.

L'heure est aussi à tirer tous les enseignements afin que le temps d'après ne reproduise pas celui d'avant et qu'à l'issue de la pandémie soient corrigées les faiblesses et les failles et que l'on s'attaque à leurs causes.

Il ne s'agira pas simplement de faire quelques retouches ou d'améliorer des politiques économiques et sociales antérieures comme le suggèrent certains. Mais de changer les trajectoires.

La pénurie des équipements sanitaires, des médicaments, leurs fabrications et leurs délocalisations soulèvent de manière brutale la question du pourquoi ? Quelles logiques prévalent chez nous, en Europe et dans le monde ?

Ces logiques sont celles du capitalisme financier, de la recherche du profit immédiat maximum. C'est la dictature de la loi du marché !

C'est vrai pour la souveraineté sanitaire, scientifique, technologique, industrielle, alimentaire...comme le reconnaît aujourd'hui le Président de la République.

Changer de trajectoires, c'est rompre avec la pensée unique, le dogme et le choix du néolibéralisme ! Sans ces ruptures, ce sont les chantres du repli sur soi, du nationalisme, de l'extrême droite qui continueront de progresser dangereusement.

Il est urgent de rectifier. En France mais également dans la construction européenne. Sans que le choix ne soit fait de mettre l'humain et l'humanité par-dessus tout, les difficultés s'aggraveront et les transitions écologiques, énergétiques, sociales et citoyennes déjà posées avec forces avant le COVID-19 ne trouveront pas de solutions durables. Les inégalités vont encore s'amplifier. Certes les cours de la Bourse remonteront, le CAC 40 finira par retrouver ses performances récentes mais qu'en sera-t-il des PME, des artisans, des agriculteurs, des salariés si les logiques actuelles demeurent ?

Prenons la question des Services Publics, de la place et du rôle de l'Etat, de la dépense publique. Lors des catastrophes et durant les crises, tout le monde sollicite l'Etat-providence, le Service Public et ses agents. Mais avant et même après les catastrophes et les crises, nous assistons à quoi ? Aux restrictions drastiques de la dépense publique, à la pénurie de moyens et d'effectifs pour des secteurs essentiels insuffisants, à des salariés sous-payés, aux privatisations... Et je ne parle pas des menaces qui pèsent et des coups portés contre notre modèle social, qu'il faut améliorer mais surtout ne pas démanteler.

Il faut changer de cap et rompre avec le néolibéralisme pour que le temps d'après ne soit pas le remake colorisé du temps d'avant.

Jean-Claude GAYSSOT